

[Texte]

But I know one thing: The Canadians did not put pressure on that; otherwise they would have got it. I do not have a good historical analysis; it is just observed that they did not do it.

Mr. Weatherhead: I would think, Madam Minister, one of the key reasons why we are here today and why we are going to be doing our work over the next few months is because this has not been done. I would think that your officials and others, and the private people themselves, would have a lot of reasons as to why it has not gone higher than 48% coverage of employees. That is why we are here, to see what we can do about that one way or another.

I do not think there is an easy answer, but if Mr. MacEachen and the provincial and federal governments of that time really thought the gap would be substantially lessened over the years . . . and, generally speaking, these were prosperous times, between 1966 and until a year or so ago—were they just wrong in their thinking at that time? It seems to me that would be kind of valuable background. We will be hearing more about this, I guess, from various groups; but from your own officials' and the department's point of view, why has this not happened?

Madam Bégin: I think the question will be better answered by Finance because we suspect it has a lot to do with the economic backbone of Canada being small businesses. Two-thirds, I think, of all workers in Canada are in small businesses. I think it is fair to say that today in Canada the big employers have good pension plans. There are things to fix here and there at times but, roughly speaking, your civil servants, municipal, provincial and federal, are now covered by excellent plans, and so are the big employers. But Canada is about small businesses. I think that is the No. 1 challenge we have to meet. They, of course, lag behind in social benefits; I think it is well known, and their employees are not in a bargaining position to ask for more. You know the ups and downs of private business in even the good, affluent years. It is because of the nature of the economic structure of Canada, I would suggest in this perspective. Of course, your future witnesses will speak of the tax system and eventually of the lack of incentives and all that, and that too should be addressed.

Mr. Weatherhead: So actually, back in 1966 the expectation by the governments, in hindsight, probably was not realistic, that there would be much gap-filling because of the small businesses that are so prevalent in Canada.

Madam Bégin: I cannot speak for that because in 1966 I do not think you could expect the Canadian government and public opinion in general to speak of pensions. If people did not

[Traduction]

ne peux pas vous dire exactement pourquoi. Mais je sais quand même une chose: Les Canadiens n'ont pas exercé de pressions pour que les choses changent, rétrospectivement je ne peux rien dire d'autre, je constate simplement qu'ils n'ont pas exercé de pressions.

M. Weatherhead: Madame le ministre, à mon sens l'une des raisons les plus importantes qui expliquent que nous sommes ici aujourd'hui ainsi que le travail que nous ferons dans les mois à venir c'est simplement parce que rien n'a été fait. Je pense que vos fonctionnaires et collaborateurs ainsi que les représentants du secteur privé pourraient vous donner beaucoup de raisons expliquant pourquoi il n'y a que 48 p. 100 des Canadiens qui contribuent à un régime de pension. C'est pour cela que nous sommes ici, pour essayer de voir ce que nous pouvons faire à ce sujet.

Je ne crois pas qu'il y a une réponse facile, mais si M. MacEachen et les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral à l'époque avaient pensé que ce fossé se comblerait de façon importante au cours des années—et, on peut dire que entre 1966 jusqu'à il y a un an nous connaissions une phase de haute conjoncture—je dois dire qu'ils se sont royalement trompés. C'est une leçon importante que nous pouvons tirer. Les différents groupes qui comparaitront devant le Comité nous en reparleront; mais je voudrais savoir pourquoi le fossé ne s'est pas comblé, quel est le point de vue du Ministère et qu'en pensent vos propres fonctionnaires?

Mme Bégin: C'est le Ministère des Finances qui serait le mieux à même de répondre parce qu'il y a beaucoup de considération économique qui entrent en ligne de compte étant donné que le Canada est un pays de petites entreprises. Je crois que, en effet deux tiers des travailleurs au Canada travaillent pour des petites entreprises. À mon sens, il faut en toute justice reconnaître qu'à l'heure actuelle au Canada, les gros employeurs ont de bons régimes de pension. Bien entendu parfois il faut effectuer des rajustements, mais règle générale, les fonctionnaires, que ce soient les fonctionnaires municipaux, provinciaux ou fédéraux ont d'excellents régimes de pension, comme d'ailleurs les grands employeurs. Mais le Canada reste essentiellement un pays de petites entreprises. Et c'est le défi le plus important que nous devons relever. Bien entendu, ces petites entreprises n'offrent pas les mêmes avantages sociaux, on le sait bien, et leurs employés n'ont pas suffisamment de pouvoir dans les négociations pour en demander plus. Vous connaissez les hauts et les bas du secteur privé même pendant les années fastes. Cela est dû à la nature de la structure économique du Canada. Bien entendu, les témoins qui se présenteront devant vous vont vous parler du régime fiscal et aussi du manque de stimulants entre autres choses, et c'est aussi une question qu'il faudra aborder.

M. Weatherhead: Donc, rétrospectivement, ce à quoi s'attendaient les gouvernements en 1966 n'était probablement pas réaliste, à savoir que le fossé serait comblé, étant donné que comme vous l'avez dit, le Canada est surtout un pays de petites entreprises.

Mme Bégin: Je ne saurais le dire, parce qu'en 1966 je ne pense pas que l'on aurait pu s'attendre à ce que le gouvernement canadien et les Canadiens en général se soient intéressés